

TRIBUNE DE CAUX

changer

QUAND DES FRANÇAIS TRAVAILLENT A LA JAPONAISE...

Enquête à l'usine
Canon, de Rennes

PAGE 10 :
Les relations humaines
et sociales dans les
grandes agglomérations

*Le témoignage
d'un préfet de police*

DOSSIER DE PRESSE

50 ANNEES DE REARMEMENT MORAL

Il comporte, traités par thèmes, douze feuillets illustrés donnant une image d'ensemble de ce que veut le Réarmement moral, du rayonnement de ceux qui ont été marqués par ces idées et de ce qu'a été son impact sur la vie des peuples.

Il a été envoyé à tous les abonnés à notre revue. Il a aussi été diffusé auprès des organes de presse et médias du monde francophone.

Des exemplaires restent disponibles et peuvent être commandés pour diffusion dans votre entourage ou auprès des représentants des médias dans votre ville. Vous pouvez passer commande à l'aide du bulletin ci-dessous (Prix de vente, port compris: 10 FF ou 2.50 Frs s.).

BULLETIN DE COMMANDE (à retourner pour la Suisse à CHANGER, 1824 CAUX ; pour la FRANCE et les AUTRES PAYS à CHANGER, 68, bd Flandrin, 75116 PARIS)

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Je commande exemplaires du DOSSIER DE PRESSE « 50 ANNEES DE REARMEMENT MORAL ».

Ci-joint un chèque (ou versement postal) de francs.

Date : Signature :

CHANGER vous intéresse ? ABONNEZ-VOUS... INFORMEZ-VOUS...

Bulletin à renvoyer à l'une des adresses ci-contre

M./Mme/Mlle Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de 19. et s'acquittera du montant de l'abonnement dès réception de votre facture (tarifs ci-contre).

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

Ci-joint un chèque de F libellé à CHANGER

Date Signature :

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle

publiée par le Réarmement moral

Commission paritaire de la presse: No 62060

France: 68, Bd Flandrin, 75116 Paris

Tél. (1) 47.27.12.64

Suisse: 1824 CAUX. Tél. (021) 963.48.21

Téléfax (021) 963.52.60

Responsable de la publication:

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation: Frédéric et Nathalie Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piquet, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion:

France: Max Lasman, Colette Lorain.

Suisse: Maurice Favre, Wanda Paulovits.

Société éditrice: Editions, théâtre et films de Caux, S.A., Lucerne (Suisse)

Imprimerie: J.P., 69150 Décines (France)

ABONNEMENTS:

annuels (11 numéros)

France: FF 100; Suisse: Fr.s. 25.-.

Belgique: FB 670; Canada: \$ 20.-.

Autres pays par voie normale: FF 110 ou Fr.s. 28.-.

Par avion: FF 120 ou Fr.s. 30.-.

Prix spécial étudiants, lycéens: FF 50; Fr.s. 16.-; FB 335.

Verser le montant de l'abonnement:

France: à "Changer" (68 Bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse: à "Changer-Tribune de Caux", C.C.P. 12-755-4, 1824 Caux.

Belgique: au Réarmement moral, 174, avenue de la Chasse, B - Bruxelles. C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec mention "abonnement Changer").

Canada: par chèque bancaire au nom de "Tribune de Caux", 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique: par mandat ou chèque bancaire de 6000 francs CFA (abonnement avion) ou 5500 francs CFA (par voie maritime) à "Changer" (68, Bd Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T, La Source, France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Telle est la pratique.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçue à l'origine et poursuivie depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, l'action du Réarmement moral se veut ouverte à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

RESPONSABLE, MOI?

A un haut fonctionnaire qui a servi la droite comme la gauche à un poste de haute responsabilité, je demande par téléphone son commentaire sur la poussée de l'extrémisme au lendemain du premier tour des présidentielles. "Nous sommes tous responsables", me répond-il d'emblée.

Comme cela nous change de l'habituel rejet du blâme sur les autres. Rafraîchissant!

Tous responsables, cela veut dire que nous ne pouvons pas nous



désolidariser de notre passé, d'une certaine inconscience de la politique d'immigration des Trente Glorieuses, où l'on est allé chercher la main d'œuvre à bon marché dans les douars d'Afrique du Nord.

Responsables de notre indifférence devant le déséquilibre nord-sud, source de ces grandes migrations des temps modernes.

Mais responsables aussi, aujourd'hui, de créer les conditions dans lesquelles pourra se poursuivre le retour de certains des immigrés et l'intégration des autres dans une société non pas indifférenciée, mais respectueuse des identités culturelles.

Il est peut-être plus difficile de nous sentir tous responsables de la crise économique et des mutations technologiques qui bouleversent nos sociétés et qui font écrire à Serge July dans *Libération*: "Le drame, c'est que ce vote d'exclusion est celui d'hommes et de femmes en passe d'être exclus et qui, pour y échapper,

veulent fermer toutes les portes et avoir le pouvoir d'exclure à leur tour."

Mais il demeure que nous sommes responsables du tissu social de nos villes, qui commence par la solidarité de nos cellules familiales, l'attention au voisin, la convivialité de nos quartiers. Sans oublier que notre voisin peut être un électeur du Front national aussi bien qu'un ouvrier maghrébin.

MERIDIEN

PHOTOS: Canon-Bretagne S.A.: p.1; P. Chavanne: pp. 13,14; D. Fouray, Ouest-France: p.8; J.-J. Odier: pp. 4,5,6; Préfecture de Police du Nord: p.10; C. Spreng: p.12.

DEVANT MA PORTE

POUR RIEN

Midi sur la côte d'Azur, sous le ciel bleu : au volant de sa voiture, un homme aux cheveux blancs s'engage dans l'allée qui mène hors du parking. Soudain, le moteur s'arrête. L'homme fourrage en vain sous le capot, la voiture reste comme vissée sur l'asphalte. Pas moyen de regagner la place qu'il vient de quitter, elle est déjà prise. Et, de toutes façons, seul, il n'en a pas la force.

Personne en vue. L'inquiétude le gagne : il gêne toute allée et venue. Il imagine déjà les regards rageurs, les invectives et les coups de klaxon.

Surgit un homme encore jeune, un Nord-Africain. D'un coup d'oeil il comprend : "Vous êtes en panne ? Si j'avais su ! Je viens de quitter mon ami, un mécanicien. Je vais pousser votre voiture, jusqu'à la place libre là-bas.

- A vous tout seul ?

- Oui, oui, sans problème."

Sitôt dit, sitôt fait. Notre conducteur, tiré d'embarras, cherche à le remercier : "Puis-je vous offrir à déjeuner ?" Et encore : "Prenez ceci pour boire à ma santé."

A chaque proposition, l'autre répond : "Non merci." Finalement, il ajoute : "J'ai du travail, et puis... ce ne serait plus un service."

EVELYNE SEYDOUX

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE

Palexpo - Genève

11 - 15 mai 1988

Au stand 2404

les Editions de Caux et la revue "Changer"

les Editions Ouverture

le magazine Terre Nouvelle

et Cabédita

vous attendent avec un programme quotidien de rencontres et de séances de signatures, dont:

mercredi 11 mai, de 15 à 17 h.: Jean-Jacques Odier, directeur de publication de "Changer"

jeudi 12 mai, de 14 à 16 h.: Maria Achatz et Charles Piguët, traducteurs, présentent le nouveau livre

TON FARDEAU EST LE MIEN

Le défi de la pauvreté

de Paul Gundersen (Editions de Caux)

vendredi 13 mai, de 16 à 18 h.: Philippe Mottu et son livre "Les de Trey, bourgeois de Payerne, témoins de leur temps" (Cabédita)

samedi 14 mai, de 10 à 12 h.: Jacqueline Piguët et son livre sur Irène Laure, "Pour l'amour de demain".

QUAND LES FRANÇAIS TRAVAILLENT À LA JAPONAISE...

Enquête dans l'usine Canon, de Rennes

"Bien réussir du premier coup": telle pourrait être la devise de l'entreprise Canon implantée en Bretagne depuis quatre ans. Jean-Jacques Odier, accompagné d'un cadre d'entreprise et d'un ingénieur, s'est rendu à Liffré, près de Rennes, pour interroger le patron, des cadres et des ouvriers de cette usine de pointe (machines à écrire électroniques, photocopieurs, télécopieurs et imprimantes à laser). Il décrit ici comment des Français, travaillant dans l'une des quelque vingt-cinq sociétés nippones ayant des usines en France, s'adaptent aux méthodes japonaises. La visite à Liffré fait suite à la venue à Caux, ces deux dernières années, de dirigeants de la Société Canon, du Japon, dont le Président Ryuzaburo Kaku.

- "M. Tomomatsu va vous recevoir. Veuillez bien me suivre." La secrétaire de direction qui nous invite de la sorte a l'élégance et l'amabilité de l'emploi. Nous nous trouvons bientôt dans le spacieux salon du président. Trois hommes en blouse bleu ciel et bleu violet, l'uniforme de la maison, nous y attendent. Un bref moment de flottement, puis l'un des hommes, un Japonais, se détache, : "Je suis le président." Première surprise !

M. Tomomatsu ne connaît que quelques mots de français - il n'est en France que depuis quelques mois - mais il nous accueille chaleureusement dans son anglais limité et nous fixe un rendez-vous, avec interprète, pour 15 heures. Deux cadres français, le directeur de production d'une des fabrications et le directeur du personnel, nous prennent en charge. Avec franchise et grande liberté, ils nous parlent de l'entreprise et des méthodes qui y sont appliquées.

Le souci de la qualité

En France, on parle souvent avec un certain dédain des longs horaires et des bas salaires japonais, ce qui expliquerait les succès commerciaux du Japon. Il est donc intéressant de comprendre comment les Japonais s'en tirent dans des usines soumises aux conditions de travail françaises. "La rentabilité de notre unité est à 5 % près celle des usines du groupe au Japon", nous ré-

pondent les cadres de l'entreprise, mais ils ajoutent, et ceci nous a paru significatif: "Le souci du profit n'est pas une notion très développée dans notre entreprise. Notre souci, c'est le travail bien fait." Nous demandons des précisions.

Pas de culpabilité

"Un exemple: tel atelier a un taux de pièces défectueuses de 4 %, nous expliquent nos interlocuteurs. Les Japonais se posent immédiatement la question: pourquoi pas 0 % ? C'est-à-dire qu'ils chercheront à tout prix les causes de la malfaçon. Peu importe qu'il s'agisse d'une erreur humaine ou technique. L'important, c'est d'arriver

à améliorer la qualité jusqu'à une quasi perfection."

"Notre problème à nous, Français, nous disent encore nos interlocuteurs, c'est... notre notion du péché !"

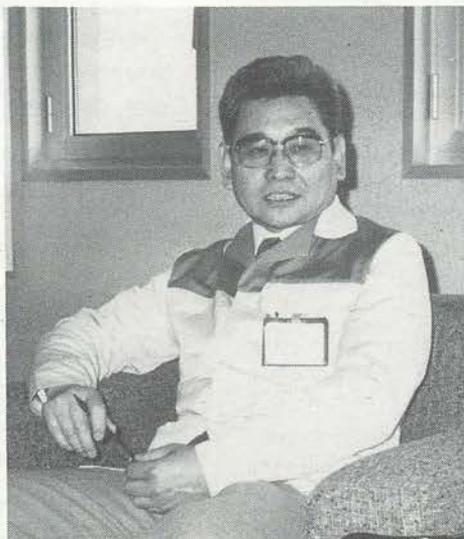
- Comment ?

- Oui, chaque fois que l'on cherche la cause d'une malfaçon, le Français aura cette réaction immédiate: ce n'est pas ma faute." M. Tomomatsu nous confirmera cette impression. Les Japonais, peut-être parce qu'ils n'ont pas derrière eux deux mille ans de culture chrétienne, semblent moins sensibles que nous à la notion de culpabilité. Peut-être aussi parce que le Français est habitué, dans sa vie de travail, à penser qu'après quelques fautes commises il sera sanctionné ou renvoyé.

Si l'erreur est humaine...

Chez Canon Bretagne, la notion de faute professionnelle est considérée tout autrement. Il est bien évident que l'on voudra faire en sorte qu'une erreur humaine ne se renouvelle pas. Mais on cherchera à découvrir, au point le plus proche de l'incident, où se situe le problème. Si l'erreur est humaine, son auteur sera invité à la signaler immédiatement, si elle se reproduit, pour qu'on puisse réparer les dégâts dans un temps minimum.

M. Tomomatsu nous donne un exemple: un employé a joint à un ap-



Le Président Tomomatsu

pareil destiné à l'Allemagne une notice en anglais. Que l'auteur de l'erreur cherche à s'en disculper n'offre aucun intérêt. Il s'agit surtout de comprendre s'il y a simple inattention ou défaut d'organisation du travail. Si cette dernière explication est la bonne, on fera le nécessaire pour y remédier. Si l'erreur est humaine et si elle se reproduit, on prendra le temps de s'entretenir avec la personne en question et, le cas échéant, on cherchera pour elle un poste de travail qui conviendra mieux à ses qualités.

Si le problème implique la prestation d'un sous-traitant ou de quelqu'un d'extérieur à l'entreprise, on attend de ce fournisseur ou de cet autre intervenant qu'il fasse le nécessaire pour réparer l'erreur le plus rapidement possible. On nous a cité le cas d'un acheteur de Canon, qui quelques jours plus tôt avait mal transmis une commande à un fournisseur d'emballage: il a dû emballer lui-même la production de toute une journée après ses heures de travail !

Nous avons affaire à une politique de responsabilisation du personnel: aucun temps n'est alloué ni aucun personnel prévu pour les travaux de reprise des pièces défectueuses. La fabrication est responsable du contrôle et chaque intervenant dans la chaîne de montage voit son travail vérifié par le suivant. Ainsi, la qualité de l'ouvrage est préférée à la rapidité de la ligne de production. On s'attend à ce que chacun réussisse, si possible du premier coup. Ce pourrait être là la devise de Canon Bretagne, d'après ce que nous avons vu.

Une conception de la vie

Tout cela peut sembler utopique. Mais efforçons-nous d'entrer dans une logique qui n'est pas la nôtre. Essayons de voir la conception japonaise du travail dans son ensemble, comme nos hôtes se sont appliqués à l'évoquer devant nous, du moins pour ce qui concerne Canon Bretagne.

Les entreprises japonaises ne sont pas aux mains des financiers, mais



A la japonaise aussi, les jardins de l'usine Canon

sous la responsabilité de techniciens. D'où ce souci de la qualité du travail, qui passe avant la recherche du profit. L'embauche, où le copinage ne joue aucun rôle, est soumise à des tests très poussés, manuels et psychotechniques. Cette sélection sévère est justifiée par la conception que l'on se fait de l'emploi. Quand on engage quelqu'un, c'est pour le garder. Chez Canon Bretagne, par exemple, la rotation annuelle représente à peine 5 %. D'une manière générale, on ne met personne à la porte. S'il y a incompatibilité entre un employé et son travail, on cherche à lui confier un poste qui corresponde mieux à ses aptitudes.

Une même attitude s'applique aux sous-traitants. Si l'on n'est pas content d'un fournisseur, on cherche à voir comment améliorer la qualité de ses

prestations plutôt que de s'adresser à quelqu'un d'autre.

Pression collective

La hiérarchie est très nettement établie dans les structures, mais le chef n'est pas chef parce qu'il impose. Il essaie d'obtenir l'accord de la base. La maîtrise, qui ne dispose pas de bureaux, est supposée être en permanence sur les lignes de production et s'efforce d'entretenir avec les ouvriers des relations franches et honnêtes. Afin d'obtenir que chacun donne le meilleur de lui-même, on compte beaucoup sur la pression collective. Pour ce qui concerne Canon Bretagne, la direction ne donne pas de consignes en matière de gestion du personnel, bien que le comité de direction soit

DES CHIFFRES

La création de Canon Bretagne S.A. remonte à 1983. Sur un terrain de 19 hectares se sont élevés peu à peu 27.000 mètres carrés de bâtiments (administration, trois unités de production, cantine). Les premières embauches ont eu lieu en septembre 1984, l'effectif actuel étant de 450 personnes. Le capital social s'élève à 170 millions de francs, tandis que le chiffre d'affaires a été, en 1987, de 900 millions, avec un taux d'exportation actuel de 70 %, dans tous les

pays d'Europe de l'Ouest et d'Afrique francophone. L'entreprise fabrique en série du matériel entièrement conçu et mis au point au Japon. Elle a commencé sa production avec 95 % de composants japonais. Aujourd'hui, elle est graduellement arrivée à se fournir à 40 ou 50 %, conformément aux réglementations de la C.E.E., dans les pays européens. Elle estime avoir suscité par là la création d'environ trois cents emplois nouveaux à l'extérieur.

composé pour les deux-tiers de Japonais.

Les Français et les méthodes japonaises

Comment le personnel de Canon Bretagne s'est-il adapté à ces méthodes? "Plus ou moins rapidement, m'a répondu un ouvrier auquel j'ai parlé dans son atelier: certains s'y sont mis sans problèmes, pour d'autres cela a pris peut-être une année." Le directeur de production qui nous pilote estime aussi qu'il faut une année pour acquérir de nouveaux réflexes. Mais il remarque que cela s'obtient plus faci-

les congés de maternité. Les employés temporaires sont généralement intégrés par la suite dans l'entreprise. Les salaires des O.S. sont légèrement au-dessus des rémunérations locales. Les salaires progressent ensuite plus rapidement qu'ailleurs et sont révisés deux fois par année en fonction de la productivité. En outre, un bonus, calculé selon les résultats de l'entreprise et réparti en fonction de la notation de chacun et de leur présence au travail, est distribué deux fois l'an, constituant annuellement un supplément correspondant à un ou deux mois de salaire.

Et les syndicats? Il n'y en a pas. Cela est dû vraisemblablement au type de recrutement et à l'esprit général de la maison. Il est peu probable toutefois

résoudre hors hiérarchie des difficultés de différents ordres concernant le travail. Ces cercles ont bien fonctionné au début, et les membres de l'un d'entre eux sont allés au Japon exposer à un grand rassemblement d'entreprises japonaises ce qu'ils ont réalisé. Toutefois la croissance très rapide de l'entreprise, amenant une constante redistribution du personnel à l'intérieur de l'usine, a freiné le travail de ces groupes.

Comment un Japonais voit la France

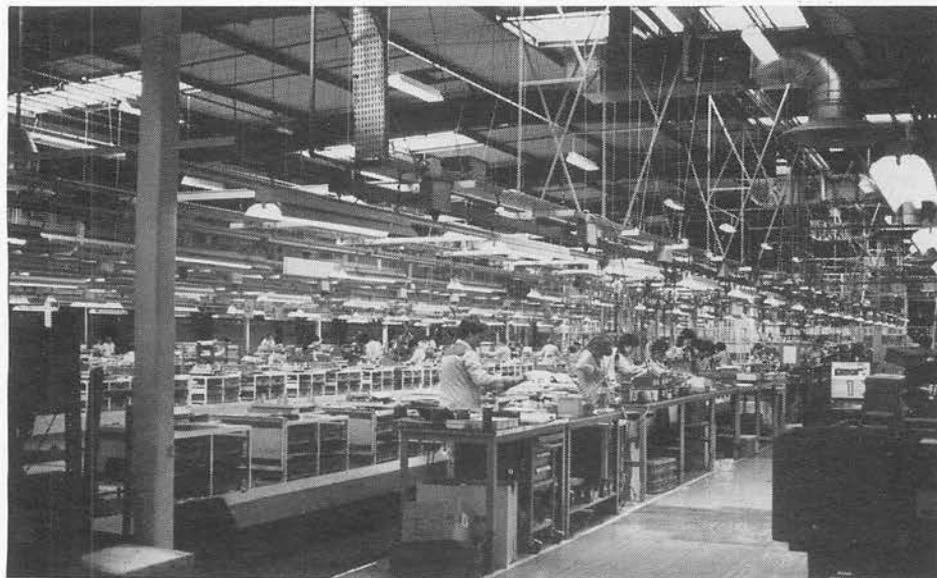
Après avoir vu comment les Français se sont adaptés aux méthodes nouvelles, il convient de connaître l'opinion du président Tomomatsu quant au travail de la main d'oeuvre française.

"J'ai pensé tout d'abord que les Français ne travaillaient pas beaucoup, mais maintenant je constate que c'est tout à fait comparable au Japon. Cependant, les Français voient le travail comme une corvée. C'est cela qui les différencie des Japonais. Par exemple, lors du démarrage d'un nouveau produit, les Japonais font sans difficulté des heures supplémentaires. Mais pour les Français, dès que la journée normale se termine, ils deviennent très impatientes. Il est très difficile de leur faire comprendre les nécessités du marché. C'est pour eux une question accessoire."

Nous interrogeons M. Tomomatsu sur la tenue obligatoire pour tous ceux qui travaillent chez Canon, à commencer par le président. Pour lui, la chose va de soi. Cela fait partie d'un état d'esprit qui veut que tout le monde se sente appartenir à une même famille. Il en est de même de la conception des bureaux pour les cadres. Le président est le seul à avoir son propre bureau. Tous les autres travaillent à plusieurs dans de grandes salles, ce qui améliore la communication: tout le monde sait ce qui se passe dans la société et cela évite le favoritisme.

Comment les Japonais se sentent-ils en France? Pour les moins de 40 ans,

FIN PAGE 15



lement d'un personnel jeune comme celui de Canon - 25 ans de moyenne d'âge - qui n'a, dans sa grande majorité, pas connu d'emploi précédent dans l'industrie.

Soit dit en passant, le personnel ouvrier, principalement d'origine rurale, est recruté dans un rayon de 30 kilomètres autour de l'usine, les cadres venant de tout l'hexagone. Les techniciens sont tous japonais. Il y a peu de contact, en raison de la langue, entre le personnel français et japonais. Quarante-vingt membres du personnel sur 450 ont fait un minimum de deux ans d'études supérieures. L'absentéisme ne dépasse pas 4^{1/2} %, plus de la moitié de ce taux étant constitué par

que les dirigeants de Canon voudraient s'opposer à leur création.

Et les lois concernant le droit d'expression des travailleurs? Le comité d'entreprise fonctionne normalement, mais il a fallu que la direction encourage le personnel à prendre des responsabilités. Celle-ci estime cependant que les cercles de qualité qui se sont créés dans l'entreprise donnent toutes leurs chances aux employés d'exprimer leurs idées et leurs suggestions. Elle ne voit donc pas la nécessité d'une structure supplémentaire. Les cercles de qualité ont commencé avec des volontaires en dehors des heures de travail. Ils permettent aux participants de communiquer entre eux et de

CARTÉS SUR TABLE AVEC LEURS SEPT ENFANTS

Le 8 décembre 1987, "Le Courrier de l'Ouest" publiait un article consacré à la famille Buffard, de Saumur : l'Association "Alliance nationale Population et Avenir" avait récompensé cette famille nombreuse parmi d'autres en leur remettant un prix. "Changer" est allé lui rendre visite.

Passer une journée avec la famille Buffard, c'est faire le plein d'une vie parfois oubliée : celle d'une famille nombreuse.

C'est jour de congé : les sept enfants, âgés de 15 à 1 an, vous accueillent en vous regardant bien franchement. Puis vous partez à l'assaut des étages, où le père, Rémy, menuisier de son métier, a fait des merveilles dans la chambre de chacun. Pendant ce temps, quelques enfants ont mis la table et donné à manger au dernier. Nous savourons une mousse de poisson au citron, confectionnée par le fils aîné. La conversation s'engage : les enfants y participent sans jamais l'envahir, tandis que le dernier passe de bras en bras.

Odile, la mère de famille, attaque tout de suite le sujet qui la comble : "Quand nous nous sommes mariés, nous voulions six enfants. C'est un choix que nous avons fait. Ce genre de choix, précise-t-elle, on ne le fait pas parce qu'on est riche, mais parce qu'on aime les enfants par dessus tout, intelligents ou non, bien portants ou handicapés."

Une pause : "Quand l'assistante sociale est venue nous offrir de présenter notre famille à l'association "Population et Avenir", nous n'étions pas enthousiastes... La publicité, ce n'est pas pour nous ! Dire que nous avons été choisis ! Nous n'en revenons pas."

Les récits de Rémy et d'Odile laissent vite paraître que la route qu'ils ont choisie n'a pas été facile. "Accueillir la vie comporte des risques, raconte Odile. Les mois qui ont précédé la naissance de la quatrième ont été

pleins d'inquiétudes. A force d'entendre conseils et doutes, j'étais démoralisée. J'étais convaincue que l'enfant serait handicapé. Malgré mon mauvais état de santé, mes peurs, nous avons choisi, mon mari et moi, d'accepter la vie qui était là." Elle ajoute avec une reconnaissance non dissimulée : "Nous aurions risqué de supprimer un enfant qui est en parfaite santé. Nous avons fait confiance à Dieu."

Les naissances suivantes ont aussi apporté des moments difficiles : "Le plus dur fut d'entendre certaines réflexions humiliantes. Je me suis parfois sentie marginale parce que j'avais plus de quatre enfants. Heureusement il y a aussi eu des gens qui accueillaient la nouvelle avec émotion."

- Comment parvenez-vous à faire tout le travail de maison, lui ai-je demandé.

"Sept enfants en quinze ans, c'est beaucoup de présence et de fatigue. J'ai eu souvent l'impression de ne rien faire d'autre que de donner à manger et m'occuper du linge. Je suis parfois dépassée par le quotidien du matériel. Les enfants font leur part. Chaque matin, les plus grands aident les plus jeunes à se préparer pour l'école, chacun fait son lit et range son coin. Je ne vérifie pas, sauf en cas de visite."

Pour la vaisselle : pas de machine. Comme je l'ai constaté, ce sont les enfants qui s'en chargent. Aucun roulement n'est établi entre eux, car la moindre absence de l'un d'eux provoque des discussions sans fin. "Ici on apprend le partage, ajoute Odile. Une famille, c'est une petite communauté. Il y a des contraintes mais aussi l'ap-

prentissage du respect de l'autre et de la générosité."

- Avez-vous assez de temps avec chacun ?

"La difficulté, c'est de permettre à chacun d'exister tel qu'il est, de s'occuper de l'un ou de l'autre sans négliger celui qui ne pose pas ou peu de problèmes. Il faut être sensible aux réactions, aux colères, aux refus, à toute expression de haine comme cela arrive parfois."

Un des garçons réussit mieux à l'école que sa soeur et il a tendance à se montrer supérieur : il a beaucoup de mal à comprendre les reproches sur ce point et le besoin de sa soeur d'être plus soutenue.

"C'est mon mari qui surveille les devoirs, reprend Odile. Au lieu de déjeuner à la cantine, il emporte un panier-repas. Il gagne du temps et peut ainsi être de retour à la maison à 17 h 30."

Et le temps libre des enfants ? Quatre d'entre eux font de la musique : trompette, flûte etc. Père et mère ont fait comprendre à chaque enfant les engagements que cela implique : exercices quotidiens, leçons à ne pas manquer. Deux enfants ont acheté leur instrument en payant de leur poche, mais il fallait d'abord qu'ils aient décidé de persévérer.

"A un moment donné l'un d'eux voulait faire partie d'un groupe folklorique d'un groupe paroissial et faire de la musique. Nous lui avons fait remarquer que ces activités empiétaient l'une sur l'autre. Il a dû choisir. Il faut que les enfants organisent leur temps;



La famille Buffard lors de la remise de son prix. Le septième enfant était trop petit pour être du voyage.

leurs camarades et les responsables doivent pouvoir compter sur eux."

Odile Buffard sait de quoi elle parle. A la naissance du premier enfant, elle a abandonné son métier de couturière. "Au fur et à mesure que la famille grandissait, ajoute-t-elle, j'ai dû aussi abandonner un travail que j'aimais beaucoup auprès des handicapés. Cela a été dur, mais c'était mon devoir de dire non. Et puis, si on en fait trop, d'autres ne prennent pas leur part de responsabilité.

"Dans les différentes écoles des enfants nous sommes sollicités pour la catéchèse. C'est bien tentant mais, pour nous, la famille est notre premier engagement : les enfants d'abord. Ils ont besoin de la présence régulière de leurs parents." Et Odile de conclure, silencieusement approuvée par le regard souriant de Rémy : "Tout ce qui est bon n'est pas à faire. Nous avons quand même eu seize réunions ce trimestre, pour participer activement à l'éducation de nos enfants !"

- Sept enfants, une maison, des écoles privées et un seul salaire, est-ce possible ?

"Cela implique des privations. Pas de télévision ! D'ailleurs, elle parlerait

à notre place. Quand nos parents viennent nous voir, il faudrait l'éteindre, nous aurions le coeur partagé et nous ne serions pas disponibles.

"Pas de téléphone non plus. Si les aînés veulent inviter un ami, ils paient de leurs deniers leur appel de la cabine la plus proche.

"L'année dernière, nous n'avons pas envoyé nos enfants en classe verte. Pour quatre, c'était trop cher. Nous ne prenons pas de vacances. Mon mari aime créer chez lui, il refait une pièce après l'autre. Pour les anniversaires,

les enfants font eux-mêmes de menus cadeaux."

Un mari menuisier et une épouse couturière, c'est économique ! Odile a trouvé le moyen de réduire les coûts de nourriture. "Nous ramassons des légumes pour une vieille amie qui nous les vend à prix réduit et les mettons en conserve.

"Il y a six mois, nous avons dû remplacer notre vieille Renault. Les enfants ont donné leur avis sur la couleur de la nouvelle voiture - un beau vert-menthe. Cette voiture contient la famille au complet, ce qui permet de partir tous ensemble pour la journée."

Les Buffard comptent mais ne calculent pas et la générosité reste. Une partie du prix qui leur a été attribué a été versée à l'une des écoles que fréquentent leurs enfants et à une association caritative.

"Pour nous, conclut Odile, le bonheur c'est d'être ensemble. Notre défaut serait peut-être de nous suffire à nous-mêmes. Sept enfants, c'est beaucoup de joies et d'inquiétudes, mais nous essayons de faire au mieux pour qu'ils traversent leurs vies bien debout."

Pendant les divers moments d'échanges avec les parents, dont ces lignes ne rendent pas toute la richesse, les enfants vont, viennent, participent, écoutent : ils n'ignorent pas les faits ou la façon de penser de leurs parents. D'emblée, ils sont lancés dans la vie.

EVELYNE SEYDOUX

Nouvellement paru aux Editions de Caux en traduction du suédois:

TON FARDEAU EST LE MIEN

Le défi de la pauvreté

par Paul Gundersen

Débilité endémique du tiers monde dans les échanges économiques, misère de ses populations, endettement progressif de ses gouvernements: le fossé entre riches et pauvres se creuse malgré les efforts des organisations internationales, les résolutions officielles et les multiples déclarations d'intention. Faut-il baisser les bras ?

Paul Gundersen rappelle que dans toute l'histoire humaine ce sont des hommes et des femmes engagés qui ont fait bouger les choses, avec ou sans position sociale, moyens financiers ou titres académiques, peu importe. Il montre ce que chacun peut faire, aujourd'hui. Un texte décapant.

LES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES DANS LES GRANDES AGGLOMERATIONS

Témoignage d'un Préfet délégué pour la police

Du 12 au 18 août prochain se tiendra à Caux, centre international du Réarmement moral, une session intitulée: "Changer la ville, l'affaire de tous". Plusieurs réunions de préparation ont déjà eu lieu en France, aux Etats-Unis et en Angleterre. Une des caractéristiques de la session de Caux sera l'importance donnée à l'expérience vécue sur le terrain, de préférence aux exposés théoriques. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de publier dans ces colonnes un témoignage concernant le rôle de la police dans l'univers urbain. Il s'agit là d'un domaine délicat, où chaque décision prise, ou éludée, peut donner lieu à des réactions passionnelles imprévisibles.

Le texte qui suit est extrait d'un exposé fait en Angleterre, lors d'une des réunions de préparation mentionnées, par M. Bernard Gauthier, qui a exercé de juin 1983 à août 1986 les fonctions de préfet délégué pour la police du département du Nord, à Lille. Dans cinq départements de grosse taille, où la population urbaine est dense et où se posent de nombreux problèmes relevant de la compétence de la police, existe en effet depuis quelques années, auprès du préfet proprement dit, un "Préfet délégué pour la police" qui est le chef de tous les services de police du département.

Etant toujours préfet en activité - même si pour l'instant, à ma demande, je suis en position "hors-cadre" - je ne peux m'exprimer qu'à titre personnel. Ce que je vais dire n'a évidemment pas pour objectif de mettre en valeur ce que fut mon action personnelle dans le Nord, auprès du préfet de département et de région. Si j'interviens devant vous, c'est uniquement pour apporter ma contribution aux réflexions entreprises par le Réarmement moral, sur le plan international, au sujet de la meilleure manière d'aborder les problèmes difficiles des relations humaines et sociales dans les villes d'aujourd'hui.

J'ai accepté en 1983 le poste de préfet de police du Nord, non seulement en tant que fonctionnaire de l'administration préfectorale à la disposition du gouvernement, mais aussi en tant que croyant, que je suis devenu progressivement depuis une quinzaine d'années. A ce sujet, j'avais travaillé, pour approfondir ma foi et essayer d'en tirer les principales exigences pratiques, au sein de trois groupes parisiens d'amis personnels, dont mes amis du Réarmement moral et spirituel.

En arrivant à Lille, en juin 1983, je me suis trouvé en présence de quatre types principaux de problèmes :

- une forte délinquance, notamment dans les agglomérations à grande densité de population (+ 20 % d'augmentation en 1982 par rapport à 1981), avec comme conséquence un très vif mécontentement de la population et de ses élus;

- une sévère crise de l'emploi dans cette région de vieilles industries (mines, sidérurgie, textile, chantiers navals), avec certains taux de chômage atteignant 20 % et, comme conséquence, des manifestations assez fréquentes sur la voie publique;

- une forte proportion d'immigrés - notamment d'origine nord-africaine - en particulier dans certains quartiers de la grande agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing (1,1 million d'habitants sur les 2,5 millions d'habitants du département du Nord), avec des relations intercommunautaires souvent difficiles et une immigration clandestine à enrayeur;

- une longue frontière très perméable d'environ 250 km avec la Belgique et, au-delà, avec l'Europe du Nord et tous les problèmes que pose une telle frontière: passage de terroristes, entrée de drogue, facilités procurées aux petits délinquants de tous ordres pour se mettre provisoirement à l'abri.

Je me suis efforcé d'aborder, dès le départ, chacune de ces catégories de problèmes dans un souci d'écoute, de respect de l'autre, d'ouverture, de patience et de dialogue, en même temps qu'avec l'intention bien arrêtée de me montrer ferme toutes les fois que la limite de l'ouverture et du dialogue serait atteinte et qu'au nom de l'Etat, après tous les efforts déployés, force devrait rester à la loi.

Quelques exemples concrets:

Délinquance

Plus que la grande criminalité, c'était la moyenne et la petite délinquance qui "empoisonnaient" littéralement la vie de la population dans beaucoup de villes du Nord.

J'ai vite constaté qu'en dépit de mes efforts précis et renouvelés je ne pouvais pas obtenir du ministère de l'Intérieur les effectifs supplémentaires de policiers que je demandais - cela en raison de la politique de rigueur budgétaire adoptée par le gouvernement à partir de 1983. J'ai donc pris le parti à la fois d'exiger le maximum de disponibilité et d'efficacité de l'ensemble des policiers placés sous mon autorité (notamment par des réformes de structures et d'organisation) et de m'engager personnellement pour être le plus proche possible de ces fonctionnaires, de leurs conditions d'installation matérielle et de travail, de leurs problèmes professionnels et personnels.

A cet effet, dans les mois qui ont suivi mon arrivée, j'ai visité personnellement la soixantaine de commissariats de police des villes du département et j'ai noté à cette occasion avec attention, afin de tout faire pour les régler, les différentes questions, même mineures, qui m'étaient soumises. Cette manière d'être et de faire a favorisé la mobilisation des services de police et leur efficacité.

Dans le même temps, j'ai travaillé au développement d'une active politique de prévention de la délinquance, suivant en cela les instructions du gouvernement et du Conseil national de Prévention de la Délinquance institué en 1983. Cette politique de prévention, en amont, a impliqué les municipalités - qui, en général, se sont engagées sans hésitation dans cette voie - les administrations de l'Etat concernées et les associations locales.

L'ensemble de ces actions a permis d'atténuer progressivement l'augmentation du nombre de faits de délinquance constatés: + 20 % en 1982, + 11,9 % en 1983, + 0,7 % en 1984 et - 4,8 % en 1985.

Relations intercommunautaires

Une forte majorité de Maghrébins constitue la population des immigrés du Nord. En arrivant, je me suis trouvé

en présence d'une situation tendue, ponctuée de nombreux incidents raciaux. Elle était d'autant plus exacerbée que, la délinquance créant un climat d'insécurité croissante, les immigrés en étaient indistinctement rendus responsables.

J'ai tenu, dès le départ, à préciser clairement que j'aurais dans ce domaine une politique à double volet:

- d'un côté je veillerais toujours au respect des personnes et ne tolérerais des fonctionnaires de police ni propos ni actes racistes;



Une vue des barrages érigés par les grévistes de Massey-Fergusson

- d'un autre côté, je ferais toujours respecter la loi par tous, avec fermeté en cas de besoin, en expliquant chaque fois pour quelles raisons je serais conduit à cette fermeté. C'est ainsi que les étrangers en situation irrégulière seraient systématiquement, sans violence mais sans hésitation, présentés à la justice, suivant la législation en vigueur.

Dans le même temps, dès mon arrivée, j'ai voulu poser un geste: j'ai fait ajouter à la liste des personnalités civiles, militaires et religieuses auxquelles un préfet qui prend ses fonctions fait une visite de courtoisie le nom d'un imam nord-africain installé à Roubaix, ville industrielle à forte population d'origine maghrébine. Je suis allé le saluer et passer une demi-heure avec lui.

Ce geste de courtoisie a été vivement apprécié par l'ensemble de la communauté musulmane et a facilité, par la suite, la solution de nombreux problèmes intercommunautaires.

Un exemple: environ un mois après cette visite, une dizaine d'élèves-pilotes de l'aviation civile algérienne en stage de formation de longue durée, présents depuis huit jours seulement dans la région, ont été injuriés et assaillis grossièrement par des Français coutumiers des bagarres des soirs de week-ends, alors qu'ils participaient à une fête foraine. A la suite de cet incident particulièrement violent, qui aurait pu déboucher sur des blessures plus graves que celles constatées, l'ensemble des 80 stagiaires voulait mettre fin immédiatement au stage et rentrer en Algérie.

L'ambassade d'Algérie à Paris m'a téléphoné pour se plaindre amèrement et souligner la gravité de l'incident. Les ministères français des Transports et de l'Intérieur m'ont aussi appelé, dès le lendemain matin, pour me demander de tout faire pour que ce stage, important à bien des égards, ne soit pas interrompu et donc pour que les élèves-pilotes algériens reviennent sur leur décision.

J'ai immédiatement donné les instructions nécessaires pour que les agresseurs soient activement recherchés: appréhendés dans des délais brefs, ils ont été aussitôt présentés à la justice. Par ailleurs, j'ai décidé de me rendre rapidement moi-même sur place, accompagné du consul général d'Algérie à Lille, pour présenter aux stagiaires les excuses des autorités françaises et leur expliquer, d'une part, que la population du Nord n'était pas raciste, habituée depuis toujours aux contacts et échanges humains et commerciaux, d'autre part, que, malheureusement, il y avait des racistes dans tous les pays du monde, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, et qu'il fallait que nous oeuvrions tous et toujours contre la mentalité et les actes racistes.

Pour exprimer cela, j'ai été introduit par le directeur du centre de formation dans un amphithéâtre plein de jeunes gens aux visages fermés. L'accueil était glacial... Or, j'ai nettement perçu que la plupart de ces visages se décripaient et même s'éclairaient lorsque le consul général d'Algérie m'a présenté brièvement, en soulignant que, préfet de police tout nouvellement arrivé dans le Nord, j'avais tenu à faire personnellement une visite de courtoisie, entre autres visites protocolaires, à un chef religieux musulman, comme gage du respect que j'entendais porter aux membres de cette communauté comme aux autres communautés ethniques et religieuses du Nord.

J'ai donc pu prendre à mon tour la parole dans un climat plus serein, où la confiance était en grande partie revenue, comme par enchantement... Le soir même, après s'être concertés, les stagiaires algériens décidaient de revenir sur leur décision et de poursuivre leur formation chez nous.

Manifestations sur la voie publique liées à la crise de l'emploi

Dans les semaines de l'été 1983 qui ont suivi mon arrivée, j'ai tenu à recevoir personnellement, séparément et longuement, pour faire connaissance et essayer de créer, si possible, un climat de confiance et de dialogue, les représentants départementaux des divers syndicats de salariés et patronaux. A cette occasion, j'ai précisé l'esprit dans lequel les forces de police interviendraient éventuellement en cas de manifestations sur la voie publique de salariés protestant contre les décisions de licenciements ou les menaces pesant sur leur emploi : respect des personnes et des sentiments exprimés à l'occasion de ces manifestations, mais protection fermes des autres personnes, quelles qu'elles soient, des institutions publiques et des biens, toutes les fois que des débordements viendraient à se produire et que des actes inadmissibles de violence seraient perpétrés ou envisagés par les manifestants.

J'ai insisté sur la nécessité de contacts préalables précis et marqués de franchise et de confiance réciproques entre mon cabinet et les organisateurs des manifestations.

Cet entretien "d'arrivée" a permis d'éviter au cours des trois années qui ont suivi bien des malentendus et des affrontements, alors que de fréquentes manifestations de salariés sur la voie publique ont eu lieu.

En décembre 1983, par exemple, ont pu être démontés sans le moindre heurt, en l'espace d'une nuit, par des entreprises de travaux publics réquisitionnées par mes soins et sous la protection d'importantes forces de l'ordre, des barrages de rues colossaux érigés dans la banlieue de Lille par les ouvriers en grève, pour protester contre l'annonce de licenciements massifs, d'une usine de machines agricoles Massey-Ferguson (2.000 salariés environ à l'époque).

J'avais tenu en effet, la veille, à informer personnellement les responsables départementaux des grands syndicats ouvriers que ne pouvaient être tolérés plus longtemps, après deux jours d'existence, de tels barrages de rues faits d'énormes machines agricoles enchevêtrées les unes dans les autres et rendues inutilisables, gardées en permanence par des ouvriers grévistes déterminés. Je précisais qu'une intervention des forces de l'ordre aurait lieu incessamment : elle ne serait pas dirigée contre le fondement du droit de grève, ni même contre l'occupation de l'usine dont l'évacuation par la force aurait entraîné à coup sûr, dans le contexte du moment, des violences d'une gravité exceptionnelle, mais contre un des dévoiements de ce droit, inadmissible pour l'ordre public, la liberté d'aller et venir, et la sécurité des autres habitants de

FIN PAGE 15

13.191 CLOUS, 1700 GLAÏEULS ET 122 PAIRES DE MAINS

Durant la semaine suivant Pâques, six journées de travail ont été organisées au centre du Réarmement moral à Caux pour effectuer diverses tâches d'entretien et d'aménagement.

Nous étions cent vingt-deux - dont la moitié étaient des jeunes - de douze pays différents, à participer à cette expérience. Le travail ne manquait pas dans une maison aussi vaste : changer les numéros sur les téléphones est une vraie entreprise, lorsqu'il y en a 420 ! Remettre des papiers au fond de chaque tiroir en est une autre ! Soixante-dix chaises de balcon, quarante bancs de jardin ont été grattés, poncés, nettoyés et peints, de quoi passer l'été prochain de bons moments de silence ... confortablement assis ! Cent mètres carrés de volets ont reçu le même traitement.

Mais on a aussi pensé au plaisir de la table. (Avant d'aborder ce chapitre, merci aux cuisiniers et aux pâtisseries, on s'est régalé.) Le tapis de la grande salle à manger a été changé ; ce n'est pas une mince affaire lorsqu'il faut enlever 13.191 clous. Caux a reçu cette année 7500 pommes qu'il a fallu trier et peler (400 mètres d'épluchures !) de quoi se régaler l'été prochain ; d'autant plus que les plats ne se refroidiront pas : on a repeint cinquante réchauds. Pour décorer les tables et buffets, l'équipe de jardin a planté 1700 glaïeuls et autres fleurs ! Elle

a aussi construit un hangar et évacué cent-vingt mètres cube de branches, coupées aux arbres des allées.

Les hommes forts ont démolé des sanitaires ; ils ont produit vingt-huit mètres cubes de gravats tandis que les dames ont trouvé moins bruyant et plus agréable la confection de dix paires de rideaux et la réparation de cent quatre-vingt couvre-lits.

Si la maison a été enrichie et embellie par notre travail, notre coeur l'a été aussi. Ceux qui étaient là ont été touchés par l'atmosphère de Caux, plus impressionnante que les réunions.

Il y avait d'ailleurs sur presque tous les chantiers un magnétophone qui distribuait ses décibels toute la semaine. "Pas moyen d'être tranquille, disaient les adultes, c'est assourdissant !" Dans notre groupe, nous avons dû trouver le volume adéquat convenant à tous. Oui, cette semaine de travail était l'occasion de vivre avec des gens qui n'étaient pas du même âge, de la même langue, du même

genre. Ce n'était pas toujours facile, mais l'esprit de Caux nous a aidés.

Nous avons appris à ne pas déconsidérer le travail manuel et vu qu'il était plus attrayant que nous le pensions ! En même temps, c'était une bonne expérience de vivre un peu comme un ouvrier, avec des horaires fixes et une longue journée.

J'aurais pu aussi aller faire du ski, je me serais bien amusé, "éclaté" comme on dit maintenant, mais jamais je ne serais revenu avec l'enthousiasme et l'énergie que j'ai trouvés pendant cette semaine.

Croyez-moi, l'année prochaine, au lieu d'aller faire du ski, venez voir !

ANTOINE SENTIS

"L'HOMME ET L'ECONOMIE" RENCONTRE À PARIS

Une nouvelle journée de réflexion sur le thème "l'homme et l'économie" a eu lieu le 23 avril dernier à la maison du Réarmement moral à Boulogne-Billancourt. Une trentaine de personnes y ont participé.

Lors de la précédente rencontre, fin janvier, certains participants avaient estimé que le débat restait trop intellectuel et théorique et avaient souhaité que, la prochaine fois, l'échange soit plus concret.

Ainsi, la réunion du 23 avril a permis d'entendre un exposé d'une responsable des questions de personnel dans une grande entreprise sur une situation très concrète qu'elle avait

vécue et sur les difficultés personnelles et professionnelles qu'elle avait eu à affronter et à surmonter.

De cette expérience et de l'échange qui a suivi, les observations suivantes peuvent être dégagées :

1. En cas de difficulté, l'importance du partage avec certains amis, leurs questions, leurs observations et leurs avis pouvant aider à voir la situation sous un éclairage différent.

2. L'aide que peut apporter la foi en Dieu et l'assurance que, suivant la parole de saint Paul, "toutes choses concourent au bien de ceux qui aiment Dieu". Durant toute cette crise, je me suis accrochée à Dieu du matin au soir", a dit l'intervenante.

3. L'intérêt qu'il y a à éviter la révolte, à accepter d'être patient, de relativiser les difficultés, sans les évacuer.

4. La question de savoir ce que l'on peut faire, à titre préventif, pour que des situations anormales, injustes, douloureuses - notamment de manque d'attention à l'autre - ne se produisent pas dans l'entreprise ou le service.

La prochaine réunion a été fixée au samedi 18 juin, également à Boulogne, de 10 h 30 à 18 h. Deux interventions sont prévues : celle d'un des jeunes participants, qui essaiera d'exprimer comment les jeunes vivent la vie professionnelle et quelles sont les questions les plus brûlantes qui se posent à eux. Et celle d'une autre personne qui, frappée par la qualité et la richesse de la dernière encyclique de Jean-Paul II ("Sollicitudo Rei Socialis") sur les questions sociales et ce que devrait être un vrai développement des nations, a accepté de présenter les lignes de forces de ce document en vue d'un échange.



CINQ JEUNES FRANÇAIS À LA RENCONTRE DES MAROCAINS

Ses parents habitant Marrakech, Frédéric Chavanne a reçu et accompagné au Maroc cinq jeunes Français. Il relate ici les temps forts de leur séjour.



Village berbère dans le Haut Atlas

Quinze jours au Maroc pour trouver un autre regard sur le monde arabe et sur les Maghrébins qui vivent parmi nous en France, c'est peu. Pourtant, à l'unanimité avant notre retour, nous pouvions conclure que quelque chose avait changé en nous. "Une estime pour les Marocains est née en moi, alors qu'ils m'étaient indifférents", dit Marie. "J'ai l'impression que le contact avec les Maghrébins en France nous sera maintenant plus facile", remarque Jeanne. "Tant de souvenirs, d'impressions, de couleurs, d'odeurs me restent dans la tête, nous écrit Philippe. Tout fut tellement intense que j'ai l'impression d'avoir passé deux mois là-bas ... ou alors deux heures ! Je suis déterminé à ce que ce séjour ait des suites."

Nous avons eu la chance d'aborder de nombreux aspects de la vie marocaine et d'apprécier la grande diversité de ce pays d'environ vingt-cinq millions d'habitants. D'une maison modeste de la médina (ville arabe) de

Marrakech à la demeure richement décorée d'un quartier privilégié de Casablanca, nous avons en effet pénétré dans divers milieux sociaux mais aussi rencontré des gens de plusieurs sphères d'activités: travailleurs sociaux, professions médicales, enseignants, étudiants, milieux d'affaires.

La dignité n'est pas une affaire de niveau de vie

Des sujets aussi variés que la crise au Moyen-Orient, la place de la femme dans un pays musulman, le pèlerinage à la Mecque, le racisme en France, la situation économique du Maroc, le chômage des jeunes, les liens entre le Maroc et la CEE, le conflit au Sahara occidental ont été abordés tour à tour.

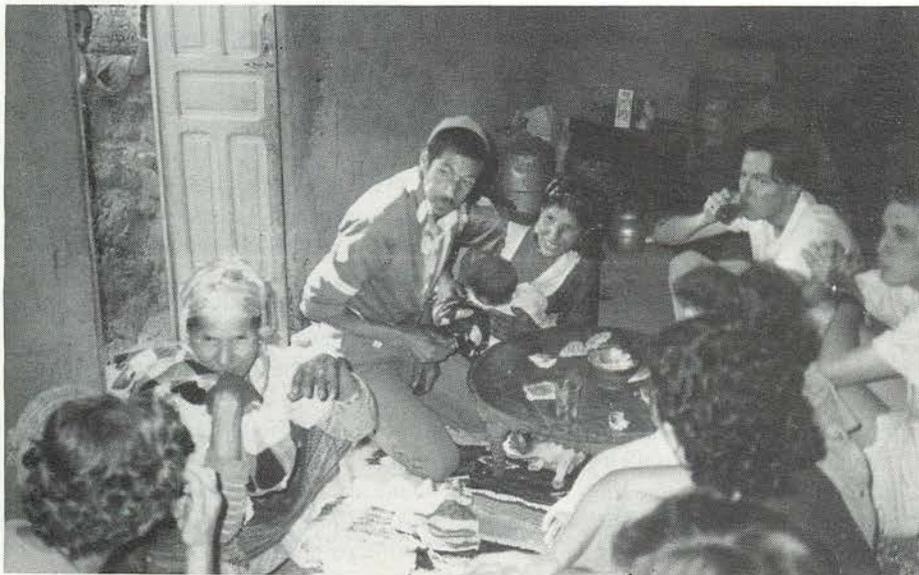
Un des premiers temps forts de ce séjour, le surlendemain de notre arrivée, a été notre visite dans un village berbère en montagne dont les maisons

de pierre aux toits plats se serrent au milieu des terrasses cultivées et irriguées avec soin. Nous avons été reçus dans la chambre haute d'une de ces maisons. Les tapis avaient été déroulés en notre honneur et un thé aux feuilles d'absinthe accompagné d'une excellente galette de pain et de beurre nous y ont été servis.

L'accueil de l'étranger, principe sacré en terre d'Islam, est resté à l'honneur dans ces montagnes. Ce ne sera pas la seule fois que nous sera donnée l'occasion d'apprécier l'hospitalité marocaine devenue légendaire bien que, aux dires de certains Marocains eux-mêmes, cette tradition a tendance à se perdre dans les grandes cités. Nos hôtes, à la vie très sobre et parfois rude, nous ont frappés par leur joie de vivre et leur enthousiasme à nous recevoir. Ils nous ont rappelé que la dignité n'était pas une affaire de niveau de vie.

Au fil de nos entretiens, nous avons été sensibles à la fierté du peuple marocain. Au XII^e comme au XVI^e siècle, nous a-t-on dit, le Maroc était une puissance crainte de ses voisins: la Médersa Karaouine à Fès, la plus vieille université du monde, a été créée bien avant la Sorbonne; Abdel Krim, le grand résistant à la conquête coloniale dans les montagnes du nord, a été le précurseur de la guérilla pratiquée depuis lors au Vietnam et dans tant d'autres régions du monde.

Autre moment important: le récit fait par un Marocain de l'histoire des rapports de son pays avec la France. Notre interlocuteur, qui a été l'un des premiers ingénieurs marocains, s'est retrouvé orphelin à l'âge de cinq ans. Il a été recueilli par un officier français



"La joie et l'enthousiasme de nos hôtes à nous recevoir"

après le massacre des habitants de son village natal, dont il était le seul rescapé. Il nous a raconté comment les mesures discriminatoires qu'il avait eu à subir, comme tous les jeunes intellectuels marocains de sa génération, l'avaient peu à peu poussé à militer pour l'indépendance de son pays.

Parallèlement, nous avons aussi senti que les liens entre nos deux pays étaient nombreux et que les Marocains attendaient beaucoup de l'Europe et de la France en particulier. La demande formulée par le roi de rejoindre la Communauté européenne en est le signe et chacune des personnes que nous avons rencontrées espérait, sinon une intégration à l'Europe, du moins une association de plus en plus étroite.

Crainte du racisme en France

Aussi ne comprend-on pas au Maroc la montée de Le Pen et des idées qu'il représente. Presque tous nos interlocuteurs nous ont parlé de lui ou du racisme en France. Ce que nous percevons chez nous comme des faits divers malheureux prend au Maroc une ampleur que nous n'imaginons pas. L'homme de la rue comme le responsable se sent atteint dans sa dignité.

A propos de la crise au Moyen-Orient, qui occupe aussi une grande place dans l'esprit des Marocains, le sentiment le plus couramment exprimé est que l'Europe reste trop passive.

Nous avons particulièrement à coeur de connaître nos contemporains. 70% des Marocains ont moins de vingt-cinq ans. Le directeur d'un établissement technique comparable à l'un de nos I.U.T. a proposé à ses élèves de nous rencontrer. Il en espérait une dizaine, vingt-cinq sont venus. Ils nous sont apparus, comme les autres jeunes avec qui nous avons pu parler, avant tout soucieux de leur avenir. Leur rêve est souvent de poursuivre leurs études en France ou ailleurs, bien qu'ils aient peur d'avoir à faire face au racisme et à l'individualisme.

Le chômage des jeunes, particulièrement celui des diplômés, est l'un des

problèmes d'actualité. "L'Etat a eu besoin de cadres durant les vingt années qui ont suivi l'indépendance, nous ont expliqué les responsables de l'Association Marocaine de Prospective au cours d'un déjeuner qu'ils nous ont très généreusement offert. Aujourd'hui, le secteur public est saturé et les jeunes diplômés doivent acquérir le réflexe de compter sur eux-mêmes pour créer leur propre emploi."

Vaste défi ! "L'idée importante, ont-ils ajouté, est de compter sur son

gravement malade. Ruiné, il ne lui restait plus que quelques terrains de cailloux et de rochers sans valeur en bordure de mer.

Il avait observé au cours de ses séjours en Espagne la pratique de la culture sans sol et l'idée lui est ainsi venue de couvrir une partie de son terrain d'une couche de sable, elle-même revêtue d'une mince couche de bonne terre. Il a fabriqué des serres à structures en bois, moins coûteuses que le métal, et il s'est lancé dans la produc-



La directrice de la meilleure école primaire de Marrakech (850 élèves): "Ma présence à ce poste montre la place que la femme peut occuper dans la société musulmane. Ceux qui lui refusent sa juste place ignorent l'enseignement de leur religion."

imagination, son sens de l'initiative et non sur son seul diplôme." Nous avons en effet rencontré un jeune homme qui a passé huit ans en France sans vraiment aboutir dans ses études mais qui, la chance aidant, se retrouve aujourd'hui, à vingt-cinq ans, directeur adjoint d'un hôtel de luxe à Marrakech où il semble parfaitement adapté à la situation.

Le paysan illettré

Le responsable de l'Association de prospective nous a raconté l'histoire étonnante d'un paysan illettré de la région de Safi, sur la côte, qui avait été contraint de vendre un à un ses meilleurs champs pour pouvoir faire soigner en Espagne son fils tombé

tion de tomates. Ce fut le début d'une nouvelle prospérité qui lui permet aujourd'hui de s'offrir, lui le paysan illettré, les conseils d'un jeune ingénieur ! Son exemple a été suivi par d'autres et cette région est aujourd'hui devenue productrice de primeurs.

Mais le malaise qui touche la jeunesse marocaine est peut-être plus profond. "Il y a un clivage au sein de ma génération entre ceux qui choisissent la vie à l'occidentale et ceux qui reviennent aux valeurs traditionnelles, nous a dit Othman, étudiant en physique-chimie. Si cette tendance s'amplifie, je crains pour l'avenir du pays." Pour les uns comme pour les autres, même s'ils ne le ressentent pas encore ainsi, la question du sens de la vie est désormais posée.

FREDERIC CHAVANNE

QUAND DES FRANÇAIS TRAVAILLENT À LA JAPONAISE... (Suite de la page 6)

cela ne semble pas poser de problèmes. L'interprète qui accompagne M. Tomomatsu, un jeune homme qui a fait ses études à Caen, aime beaucoup vivre en France. Il a même épousé une Française. Pour les plus âgés, l'adaptation semble être plus difficile, ne serait-ce que pour une question de nourriture.

Comment M. Tomomatsu voit-il la réglementation du travail en France par rapport à celle du Japon ? "Chez Canon, nous répond-il, nous respectons la façon dont les choses se passent

au Japon. Mais la France nous impose des mesures de sécurité très sévères, par exemple pour ce qui est de la protection grillagée autour des machines automatiques, ce qui a pour conséquence que nous ne pouvons pas conserver la vue d'ensemble de l'atelier que nous avions prévue au début. Il nous était agréable de pouvoir discerner, au premier coup d'oeil, là où un problème se pose dans un atelier."

Ce sont là, apparemment, des points de détail. La coopération Français-Japonais, malgré la barrière de la langue,

ne semble pas poser de problèmes majeurs. Mais nous sommes là dans une usine nouvelle, au personnel jeune, sans expérience préalable de la vie industrielle, non syndiqué. Il n'en est pas partout de même, à en croire les dirigeants japonais de Canon que nous avons rencontrés par ailleurs et qui ont des difficultés avec certaines organisations syndicales dans une autre branche française de la société, à Blanc-Mesnil, dans la banlieue parisienne. Il faut savoir choisir ses lieux d'implantation...

JEAN-JACQUES ODIER

LES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES DANS LES GRANDES AGGLOMERATIONS (Suite de la page 11)

la ville. J'indiquais que je serais personnellement présent sur les lieux pour veiller à ce que tout se passe bien et que, si des incidents violents éclataient, seuls les grévistes occupant l'usine et les barrages de rues en seraient responsables.

De minuit à sept heures du matin, les importants moyens requis ont travaillé à ce démantèlement difficile, sans que le moindre incident ne survienne, ce qui n'était pas du tout évident a priori.

Le lendemain matin, à peine étais-je arrivé à mon bureau que les responsables départementaux des deux principales centrales syndicales ouvrières du Nord me téléphonaient pour me remercier d'avoir tenu parole et veillé personnellement à ce que tout se passe bien.

Une ou deux fois seulement, des manifestations ont débouché sur des violences: par exemple, lors d'un important rassemblement à Lille, fin juin 1985, des salariés des chantiers navals NORMED, de Dunkerque, à la fin duquel une fraction des manifestants a voulu délibérément transgresser les consignes données par l'intersyndicale de l'entreprise après concertation avec la préfecture de police. La plupart des vitres de la façade de la préfecture du département du Nord ont alors été cassées par jets de bouillons d'acier, et une trentaine de policiers ont été blessés, superficiellement fort heureusement.

Bien entendu, dans ce cas, les forces de l'ordre (Compagnies Républicaines de Sécurité) sont intervenues comme la situation l'imposait - avec la maîtrise que j'avais commandée - pour repousser vigoureusement ceux des

manifestants qui avaient choisi l'affrontement, et mettre fin rapidement aux violences.

Problèmes de la frontière

Dans le même esprit ont été abordés les divers problèmes engendrés par la frontière très perméable avec la Belgique: une franche et confiante collaboration avec les autorités régionales et locales belges a pu ainsi se développer et des résultats intéressants ont pu être obtenus en matière répressive et préventive dans la zone frontalière.

En conclusion, je voudrais souligner que l'expérience des trois années que j'ai ainsi connue à la tête des services de police du département du Nord m'a confirmé ce que je savais déjà, mais ai pu vérifier sur le terrain: l'exercice de responsabilités dans un esprit d'écoute, de respect de l'autre, de dialogue et de confiance - esprit qui n'exclut pas, si cela s'avère nécessaire, une juste fermeté - permet dans la plupart des cas d'aborder et de régler de la meilleure façon possible les problèmes a priori les plus complexes et les plus "explosifs".

Seul un petit nombre de personnes refuse en général de se prêter à une telle manière d'aborder les problèmes. Malheureusement, cette minorité existe et peut avoir recours, pour arriver à ses fins, quand on ne s'y attend pas, à des procédés odieux, mensongers, inqualifiables. Il faut le savoir et il faut que l'homme responsable qui se veut honnête, dévoué et efficace au bon sens du terme, ne l'oublie pas, s'il ne tient pas à tomber dans l'angélisme et l'irréalisme, l'un et l'autre jamais conseillés.

BERNARD GAUTHIER

RENCONTRES INTERNATIONALES
DU REARMEMENT MORAL

L'HEURE DU CHANGEMENT MORAL ET SPIRITUEL

CAUX 8 JUILLET - 28 AOUT 1988

15 - 17 juillet

LE COMBAT POUR LA SANTE

Trois facteurs s'imposent aujourd'hui : les dilemmes éthiques posés par le progrès des techniques médicales; l'interaction accrue, surtout avec le développement du sida, entre santé et comportement; enfin la prise de conscience de l'importance de l'environnement familial et social du patient. Ils fourniront la base d'une rencontre destinée principalement aux membres des professions médicales et para-médicales et visant à examiner les moyens de répondre à ces défis dans la mesure où ils concernent l'individu, les familles comme les équipes médicales.

8 - 13 juillet

CONVERGENCE MEDITERRANEE

Pour les représentants des peuples du pourtour de la Méditerranée qui se rassembleront à Caux durant ces journées, la réflexion politique, économique et sociale sera confrontée au vécu des populations concernées. L'occasion de dialoguer et de cheminer dans le respect des valeurs propres à chacun.

8 - 10 JUILLET

CINQUANTE ANNÉES DE REARMEMENT MORAL

En 1938, dans une Europe se précipitant vers la guerre, Frank Buchman appelait le monde à un "réarmement moral et spirituel". Quand se turent les canons, le Réarmement moral contribua à réconcilier les peuples.

Durant les décennies suivantes, le Réarmement moral a accumulé un capital d'expérience qui est pour l'avenir à la disposition de tous.

Ces journées marqueront l'ouverture des sessions de l'été et permettront une réflexion sur les tâches à venir du Réarmement moral.

20 - 30 juillet

LES JEUNES BOUGENT

La session de formation tenue en 1987 a été suivie par une pléthore d'initiatives sur le terrain. La session de 1988 fournira l'occasion d'échanger les leçons apprises, les aventures vécues. Le thème même de la rencontre est déjà en cours de réalisation : "De nouveaux courants se développent."

12 - 18 août

CHANGER LA VILLE l'affaire de tous

Le facteur confiance, la concertation entre acteurs sociaux, développer les initiatives de la base, refaire un tissu social : tels sont les thèmes qui seront abordés par des élus municipaux, des animateurs d'associations, des responsables chargés des rapports interethniques. Ces journées ont pour but de favoriser l'échange d'expériences concrètes entre villes et la recherche de la qualité des relations humaines dans la gestion des collectivités locales.

24 -28 août

L'HOMME ET L'ECONOMIE

Si les retournements boursiers, les raids sur les grandes sociétés européennes, les fusions entre anciens concurrents ont marqué l'actualité économique, la rencontre "L'Homme et l'Economie" (24-28 août) restera dans cette note en mettant l'argent au centre de sa réflexion. Le vice-président de la commission Justice et Paix du Vatican, Mgr. Gorge Mejjia, ouvrira celle-ci dont le thème sera "L'Homme, l'Argent, l'Ethique".

La guerre économique que se livrent le Japon, l'Europe et les Etats-Unis sera aussi à l'ordre du jour de la table ronde qui réunira à la même période une trentaine de dirigeants de ces régions.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Lieu privilégié, Caux surplombe le lac Léman à 1000 mètres d'altitude. Le centre comprend un ensemble de bâtiments permettant l'accueil de plusieurs centaines de personnes. Au programme quotidien figurent des rencontres générales et en groupes, avec traduction simultanée, ainsi que des activités culturelles. L'agenda y est adapté aux préoccupations des personnes présentes. La participation aux tâches pratiques de la maison permet une expérience de vie enrichissante au sein d'une communauté internationale.

Renseignements et inscription : Secrétariat, Réarmement moral, CH - 1824 Caux (Suisse). Tél. 021/963.48.21